

INTERVIEW

Jean-Pierre Luminet
L'astrophysicien décrypte le ballet
des astéroïdes

PAGE 19

PEOPLE

Leo DiCaprio,
l'incorrigible
séducteur

PAGE 24



Jonathan Brady/Keystone

LASAGNES FRAUDULEUSES

Le cheval, ami ou rôti?
Aurait-on réagi de même si la
fraude portait sur du mouton?

PAGE 21

LES ACTEURS

REPORTAGE EN PAYS BIRMAN - TROIS PAGES SPÉCIALES

«Le Myanmar en 2009? C'était un vrai roman d'espionnage»

Christoph Burgener est ambassadeur de Suisse à Yangon et suit la transition birmane depuis trois ans. Trois pages de reportage dans le pays qui, soudain, passionne la planète. Une nation où naît la démocratie.

Propos recueillis par Ariane Dayer
Yangon
ariane.dayer@lematindimanche.ch

De Yangon, vous dirigez l'ambassade suisse la plus à la mode, c'est chouette à vivre?
C'est passionnant. Voir un pays avancer vers la démocratie est enthousiasmant.

A quel rythme les entreprises suisses vous contactent-elles pour venir s'installer au Myanmar?
Elles sont nombreuses. Chaque semaine, on reçoit une dizaine de demandes et deux ou trois visites effectives. Le pays est mystérieux, les entreprises ont besoin qu'on leur ouvre des portes, qu'on les aide à trouver des partenaires locaux. Beaucoup veulent rencontrer un ministre. Je vais souvent à la capitale avec elles, à Naypyidaw.

Quelles entreprises?
Des multinationales basées en Suisse, mais aussi des moyennes entreprises qui essaient de comprendre ce qui se passe ici. Souvent, les entrepreneurs arrivent à Yangon complètement enthousiastes, après deux semaines de voyage dans le pays, ils sont un peu plus réalistes.

Au fond, ce pays n'a-t-il pas davantage besoin d'investissement économique que d'aide humanitaire?

Il a besoin des deux. C'est aussi pourquoi le Département des affaires étrangères a voulu que nous soyons un projet pilote d'ambassade intégrée, c'est-à-dire qui coordonne le travail diplomatique, de politique de paix, celui de l'aide au développement (DDC) et du Secrétariat à l'économie (SECO). C'est vrai qu'il faut appuyer le gouvernement de Myanmar dans l'aménagement du cadre légal et social pour permettre aux entreprises de s'installer, c'est cela qui générera des emplois, de la formation et de la richesse. Mais l'aide au développement reste indispensable, la misère est forte dans le pays.



Eliane Baumgartner/Swissaid

Depuis Yangon, Christoph Burgener est ambassadeur de Suisse pour le Myanmar, le Laos et le Cambodge.

Les organisations d'entraide qui étaient présentes ici depuis longtemps dans l'indifférence mondiale voient tout à coup l'argent affluer. Pourquoi semblent-elles inquiètes?

C'est le «Myanmar Hype», ou le «tsunami humanitaire» comme on l'appelle ici: des milliards arrivent et le gouvernement peine à absorber toute cette aide.

Pourquoi?

Certains pays arrivent avec 100 millions de dollars par exemple pour l'éducation, mais comment les dépenser? On peut essayer de construire des écoles, soit, mais comment créer les programmes, le cursus scolaire, former les professeurs, aider le gouvernement à professionnaliser le Ministère de l'éducation mal équipé? Les régions ne sont pas mieux organisées.

Quel est le risque de cet afflux massif d'argent pour l'aide au développement?

Le manque de cohérence et de coordination, la compétition entre les Etats et entre les ONG. Il faut faire attention, ce n'est pas un concours de beauté.

On risque de gaspiller beaucoup d'argent, soit, mais ça n'aura pas forcément d'effet négatif pour la population?

J'espère que non. Mais il faut profiter du moment pour faire des choses qui tiennent sur le long terme. Si vous arrivez dans les zones frontalières où il y avait encore des conflits il y a quelques semaines et que vous construisez des écoles sans avoir consulté tout le monde, les habitants, les factions guerrières, ça peut accroître les tensions, les jalousies, c'est très délicat. C'est pourquoi la Suisse ne fait jamais rien sans prendre le temps de consulter toutes les parties.

Et quel est le risque de l'afflux des investissements privés?

Là, le souci, c'est que tout se fasse dans le respect social et environnemental. Si on investit de manière massive et dans l'idée de profits rapides, on peut faire d'immenses dégâts. Tout est à faire, mais on est en train de créer le cadre légal et social. Je rappelle aux entreprises suisses d'assurer des standards dans les domaines sociaux et environnementaux très élevés.

Le risque de corruption est énorme?

Le pays était classé au second rang mondial en matière de corruption, après la Somalie. Mais il y travaille. La transparence n'est pas totale mais le président veut lutter. La preuve, il vient d'ouvrir une enquête sérieuse parce qu'il y avait des soupçons sur le ministre des Télécommunications.

EN DATES

1962

> Naissance
Christoph Burgener naît à Brigue (VS). Il étudiera le droit à Fribourg.

1991

> Diplomatie
Il commence à travailler comme diplomate au Département des affaires étrangères.

2009

> Job sharing
Il devient ambassadeur à Bangkok, poste qu'il partage avec son épouse, également diplomate, Christine Schraner Burgener.

2012

> Ouverture
Didier Burkhalter inaugure l'ambassade suisse à Yangon. Christoph Burgener devient ambassadeur pour le Myanmar, le Laos et le Cambodge. Son épouse, elle, est ambassadrice à Bangkok pour la Thaïlande.

Vous avez décidé de voir tout en rose, dites donc!

Certains me trouvent trop optimiste. Je ne suis pas naïf mais je suis convaincu que le point de non-retour est atteint. Les défis énormes demeurent. La Suisse veut aider, c'est pour cela que je suis ici et qu'on a ouvert une ambassade.

La première fois que vous êtes venu ici, en 2009, comment était le pays?

Froid. Les gens étaient chaleureux mais il y avait une vraie ambiance de dictature, on devait organiser nos réunions en secret, on rencontrait les gens dans les parcs plutôt qu'à l'intérieur. On ne mentionnait pas les noms des dirigeants, on leur donnait des surnoms, on ne pouvait ni téléphoner ni envoyer de mails. Pour les discussions avec les ministres, il y avait une liste de sujets tabous. C'était un vrai roman d'espionnage.

Vous n'auriez jamais imaginé que cela change si vite?

Vraiment pas. Quand je relis les rapports que j'envoyais à Berne à cette époque, je m'aperçois que la suite des événements m'a donné tort. Mais je n'étais pas le seul à me tromper, les autres ambassadeurs et beaucoup d'analystes partageaient cet avis sceptique. Ce président a surpris tout le monde. Heureusement.

Vous vous souvenez la minute où vous avez réalisé que le pays allait vraiment changer?

C'était pendant un entretien avec Aung San Suu Kyi. On était dans sa résidence et elle m'a dit: «Je fais confiance au président.» Si même elle disait ça, il y avait un espoir! Après, est venue la libération des prisonniers politiques, les lois qui changeaient pour la liberté d'expression, la liberté de presse: 2012 a été une année folle. On a passé le point de non-retour.

Comment pouvez-vous en être sûr: une dictature, ça peut revenir?

Il y aura des retours ponctuels, des moments de répression devant des mouvements populaires. L'armée et la police ne sont pas spécialement formées à ce genre de soulèvements, ça peut toujours déraiser, on le voit dans les zones frontalières. Les gens ont commencé à apprendre la liberté, ont pris confiance en eux. On ne peut plus refermer la boîte. ●

SUITE EN PAGES 16-17

REPORTAGE AU MYANMAR, OÙ L'AIDE HUMANITAIRE COMMENCE À S'ACCROÎTRE, LES

INVESTISSEMENTS PRIVÉS AUSSI

Le printemps birman éblouit

REPORTAGE Après des décennies de dictature militaire, le Myanmar s'ouvre. L'argent de l'aide humanitaire afflue, celui des investisseurs privés aussi, les deux ne poursuivant pas toujours les mêmes buts. Invités par Swissaid et l'aide au développement (DDC), huit parlementaires sont allés visiter les projets suisses sur place. «Le Matin Dimanche» les accompagnait.

Ariane Dayer Myanmar
ariane.dayer@lematindimanche.ch

L'an passé, ça avait mieux marché. La récolte était bonne et le prix favorable. Assis en tailleur, linge de bain orange noué sur la tête, le planteur d'ail du village de Hti Ka Lain mâche les feuilles de bétel qui lui rougissent les dents, il se souvient de l'aubaine: ils avaient pu rénover le toit de l'école et bâtir une petite maison pour le prochain instituteur. Qui n'est jamais venu. Préfigurant la difficulté de ces derniers mois: le prix de l'ail a chuté, le village de 42 maisons, perché à 1800 mètres d'altitude à trois heures chaotiques de la ville de Taunggyi, ne parvient plus à écouter sa récolte. Un constat d'autant plus douloureux que les conseils amenés par Swissaid et son partenaire local, l'organisation Metta, avaient permis une meilleure production, engrais écologiques produits sur place, techniques nouvelles, assolement des terres. Tout allait mieux, on cherchait désormais quoi planter dans la saison d'été, pour succéder à l'ail d'hiver. Réunis pour accueillir les huit parlementaires suisses en visite sur les projets d'aide suisse en Birmanie, les villageois sont de plus en plus nombreux à s'asseoir au fil de la discussion, les femmes au second rang. C'est la première fois qu'ils reçoivent une visite étrangère, ils se racontent, lentement, calmement, sobrement. Sans lyrisme ni théorie. Ici comme ailleurs, la seule question qui trouble, qui semble intraduisible, c'est celle du rêve pour l'avenir. Ils n'ont pas de rêves, juste des besoins. Une femme finit par poser une réponse: «Moi, ce que j'aimerais, c'est un instituteur, pour que je puisse laisser mon enfant quand je pars aux champs. Il est si lourd à porter.»

Tant qu'à rêver, plus loin, au village de Khae Thae, une habitante préférerait, elle, une machine à laver. Dans un pays électrifié à 26% seulement, ça n'est pas gagné. Là où le courant ar-

rive, il est si faible qu'il alimente éventuellement une ampoule par intermittence, rien de plus. Ici la communauté locale a voulu faire face aux fluctuations des prix agricoles, elle a demandé aux œuvres d'entraide de la conseiller pour créer un système de microcrédit. Le moyen d'échapper à la toute-puissance du marchand, comme en témoigne un villageois: «Avant, on devait emprunter de l'argent au broker en payant un intérêt de 10% par mois. C'est ensuite à lui qu'on revendait la récolte, à des prix très bas. Il fallait en plus le rembourser, on ne s'en sortait pas.» Une route, une ampoule, une école, les Birmans récemment libérés du joug militaire n'exigent pas encore la lune. Le monde a été stupéfait de voir le régime desserrer l'étreinte qui les prenait à la gorge depuis des décennies. Eux, ils sont soulagés, plus libres de parler, mais aimeraient surtout voir les effets de cette libération qui nous éblouit sur leur vie quotidienne.

«Aung San Suu Kyi doit passer du statut d'icône à celui de politicienne, c'est délicat»

TIN Journaliste

Un paysan résume: «Si Aung San Suu Kyi fait quelque chose pour moi quand elle sera élue présidente en 2015, je penserais que c'est une femme bien, sinon pas.» Réaliste.

Tsunami humanitaire
L'aide afflue soudain au Myanmar. On parle même de «tsunami humanitaire». De nombreuses ONG débarquent, pleines de bonne volonté, au risque de marcher sur les pieds de celui qui, comme Swissaid, étaient là depuis longtemps et s'efforçaient de bâtir leurs projets de manière pragmatique, en aidant les communautés locales à exprimer elles-mêmes leurs besoins. Une méthode qui prend du temps, qui risque donc de ne pas être appliquée par tous dans les mois et les années qui viennent. Thomas Fisler, l'un des hommes de la coopération suisse (DDC) sur place s'inquiète: «Il ne faut pas construire des systèmes parallèles pour la santé ou l'école sous prétexte que l'Etat ne l'a pas fait et qu'il faut aller vite. On doit bâtir avec eux.» Caroline Morel, directrice de Swissaid, renchérit: «C'est n'est pas parce que l'argent arrive qu'il faut le

dépenser à tout prix. Allons-y calmement, en bâtissant sur le long terme.» La compétition crée aussi une course entre les ministres. Très courtisés, ils tentent tous de se poser en interlocuteurs privilégiés. Une concurrence encore accrue par l'appétit, pharaonique, des investisseurs privés pour ce pays qui possède du gaz, du pétrole et des mines de pierres précieuses. Sans compter qu'ici, tout est à prendre, le marché du bâtiment, celui des routes, des télécommunications, des transports, tout. La folie spéculative commence à saisir Yangon. On dit qu'en deux mois, 150 000 voitures sont arrivées en ville, créant des bouchons inextricables. Le loyer d'une maison pour expatrié fixé à 1800 dollars l'an passé peut frôler aujourd'hui les 20 000 dollars par mois. «On atteint bientôt le niveau de Tokyo», estime un résident suisse. Pour comparaison, le salaire d'un instituteur local est de 50 dollars par mois, avec un sac de riz et une bouteille d'huile en campagne, montant à 70 dollars en ville.

Tout est à bâtir
Le chaos est difficile à éviter tant les choses foncent à une vitesse supersonique. Une nouvelle loi introduite fin 2012 permet enfin aux étrangers d'investir et leur offre cinq ans d'exonération fiscale mais le détail n'est pas encore réglé sur la proportion d'investissement autorisée, le niveau des salaires, etc. Surtout, il n'y a aucun système juridique, pas de tribunaux où faire entendre ses droits et aucun Registre foncier. Comme le dit un spécialiste: «Une étude récente dit que le Myanmar est plus risqué que le Congo en matière d'investissement.» «Investir ici», commente un collaborateur de l'ONG Land Core: «C'est comme mettre de l'essence de fusée dans sa voiture pour gagner la course alors que la route n'est pas encore construite.» Sans compter les dégâts collatéraux que peut créer un afflux d'argent massif et aveugle, comme le résume le responsable d'une petite œuvre d'entraide, Plan International, Max Baldwin: «Nous, les ONG, nous pouvons travailler tant que nous voulons dans le souci des répercussions écologiques et sociales. Ça n'aura qu'un impact minuscule par rapport aux dégâts que peut faire un seul investisseur dans l'une des mines du pays quand il arrive sans égard avec des milliards de dollars.»

L'icône sollicitée
A l'imbroglie économique se rajoute l'immense complexité politique d'un pays qui compte 135 ethnies différen-



➤ Agriculture
Dans les montagnes de la région du lac Inlé, les champs d'ail et d'oignons sont nombreux.

Photos: Eliane Baumgartner/Swissaid



➤ Ecoles
Il manque des instituteurs dans tout le pays, surtout dans les zones plus reculées où le salaire ne se monte qu'à 50 dollars par mois.



➤ Accueil
En discussion avec les parlementaires suisses, les paysans de la région de Taunggyi parlaient la langue pao, traduite en birman puis en anglais.

tes et qui ne parvient pas, depuis des siècles, à pacifier ses zones frontalières. Les heurts se multiplient entre habitants, armée officielle, troupes locales se battant pour l'autonomie et milices privées souvent aux mains des tenants du trafic d'opium. La zone la plus préoccupante est l'Arakan, au nord-ouest, où la population musulmane, les Rohingyas, est persécutée. Plaçant son espoir dans l'élection présidentielle de 2015, chaque minorité espère voir Aung San Suu Kyi prononcer un mot en sa faveur. Mais la Birmane se tait. Complètement. Et déçoit infiniment. Mégastar politico-new-age en Occident, elle a une image plus contrastée dans son pays. Il faut dire que si elle prononce une seule phrase de soutien aux musulmans, elle perd 30% des voix. Or, elle a besoin d'alliances. D'abord pour changer la Constitution qui interdit l'élection lorsqu'on a un membre de sa famille étranger, ce qui est le cas de son défunt mari et de ses deux fils. Ensuite, pour gouverner, le moment venu: son parti, pas assez structurée, n'a pas encore assez de cadres solides. Elle ne peut pas couper les ponts avec les militaires. Du coup, on l'entend souvent évoquer «cette armée si chère à mon père». Tin, un journaliste qui travaille depuis vingt ans sous pseudo, admet qu'elle traverse une phase des plus difficiles de sa vie publique: «Elle doit passer du statut d'icône à celui de politicienne, c'est délicat.» Un révérend spécialisé dans la défense des minorités résume l'enjeu à venir: «Les élections de 2010 ont été faites pour libérer les militaires, celles de 2012 pour satisfaire la scène

LE CHIFFRE

79%
des habitants n'ont pas de papier pour prouver qu'ils possèdent les terres qu'ils estiment être à eux.

internationale. Il serait temps qu'on ait enfin, en 2015, des élections pour nous-mêmes.»

Enorme émigration
Si l'icône nationale est une femme, ses concitoyennes n'ont pas encore profité du symbole. Quand on demande au chef du village de Thae Khae le nombre d'habitants, il répond 320. Au lieu de 615. Les femmes ne comptent pas, elles ne sont pas comptées. Claire Light, coordinatrice de Swissaid, précise: «Dans le pays, il n'y a que 4% de femmes dans les postes de décision.» Le défi égalitaire est énorme. Celui de la gestion des émigrés aussi. L'ouverture du pays n'a pas réellement freiné le flux. Les chiffres officiels mentionnent 1 million de Birmans partis en Thaïlande, ils sont probablement le double. Dans les camps de réfugiés ou pour travailler au noir. Ils reviennent rarement, souvent encadrés par la police qui les a repérés. Or lorsqu'ils prennent de l'âge et deviennent moins productifs. Un fermier rigole: «Là, quand ils sont vieux, vous pouvez faire confiance à la Thaïlande pour nous les renvoyer.» A Yangon, la DDC soutient une école professionnelle concrète et pragmatique, le CVT, qui enseigne les mé-

tiers de menuiserie, de métallurgie, ou de tourisme. La directrice, Yin Yin Aye, est lucide: «L'une des difficultés, c'est de garder les jeunes au Myanmar. Une fois qu'ils sont formés, ils sont tentés d'aller à Singapour pour être mieux payés.» Bâtir le pays sera difficile, se le partager aussi. A Thae Khae, les habitants partent aujourd'hui du principe que les terrains leur appartiennent, et qu'ils pourront les léguer à leurs enfants. Espérons. En l'absence totale de Registre foncier, les querelles seront difficiles à dénouer. Une statistique avance que 95% des paysans affirment posséder leurs terres, mais que 79% d'entre eux n'ont aucun papier pour le prouver.

Vache de question
Il est bientôt midi dans le petit village montagneux à trois heures du lac Inlé. Les genoux suisses grincent un peu plus que les birmans, faudra penser à exercer la position du tailleur au Palais fédéral avant les prochains voyages. On renverse les questions. Ce sont maintenant les fermiers birmans qui les posent: «Elle est comment, votre démocratie?» «Chez vous, on peut vraiment écrire tout ce qu'on veut dans les journaux?» Oui, assurent les parlementaires fédéraux tout en songeant «Hélas.» Vient alors autre chose: «En Suisse, ça coûte combien une vache?» «Euh...», léger malaise, échange de regards interrogatifs. Il manque visiblement un paysan dans la délégation. La démocratie, c'est bien, mais ça ne donne pas réponse à tout. * Numéro de compte CCP de Swissaid: 30-303-5

OÙ EST L'URGENCE?

OPINIONS Huit parlementaires ont participé, à leurs frais, à la semaine de visite des projets d'entraide suisse au Myanmar. Quelle est, pour eux, la priorité pour le pays? L'avis des cinq Romands du groupe.



➤ Doris Fiala
La conseillère nationale (PLR/ZH) était accompagnée par deux conseillers nationaux allemands: Yvonne Feri (PSS/AG) et Martin Naef (PSS/ZH).



➤ Arrivée
Viola Amherd, Alain Ribaux et Liliane Maury Pasquier (de g. à dr.), sont reçus dans un village à trois heures de route de Taunggyi.



➤ Dialogue
Le conseiller national Carlo Sommaruga (PSS/GE) écoute la traduction faite par Sai Lone, employé local de Swissaid.



LILIANE MAURY PASQUIER
Conseillère aux Etats (PS/GE)

«L'urgence, c'est le cadre à créer pour un développement durable. J'ai très peur qu'ils passent d'une dictature militaire à une dictature de l'argent. Si c'est ça qui dirige, il n'y aura pas plus de développement humain, pas plus de liberté. Je suis inquiète qu'on n'y parvienne pas, tout va tellement vite. Il faudrait, par exemple, imposer une taxe sur les déchets pour les entreprises qui viennent s'installer mais la nouvelle loi sur l'investissement les exonère justement des impôts pendant les cinq premières années.»



ALAIN RIBAU
Conseiller national (PLR/NE)

«Il faut consolider la transition démocratique sur quatre points: fixer un droit de propriété, permettre des élections libres en 2015, assurer l'indépendance des trois pouvoirs, et travailler à l'intégration des minorités. Sinon, cela peut revenir en arrière. Je suis optimiste, le train est lancé, mais on sent quand même une fragilité extrême.»



VIOLA AMHERD
Conseillère nationale (PDC/VS)

«La priorité, c'est la formation. Pour le moment dans les villages, dans le meilleur des cas, les Birmans ne vont à l'école que quatre ou cinq ans. Ça n'est pas suffisant, ils vont rester dépendants, ne pas acquérir d'autonomie. C'est une population touchante parce que très réservée, timide, elle a besoin d'acquiescer des connaissances pour prendre son destin en main.»



CARLO SOMMARUGA
Conseiller national (PS/GE)

«Il faut former des cadres et des techniciens pour construire le pays. Le régime militaire a confisqué et détruit le savoir-faire et les capacités professionnelles. On sent que ça démarre fort mais ils n'ont pas les compétences pour s'y mettre vraiment. Le potentiel est là, ils sont curieux, leur parole se libère. On a beaucoup dit que le Myanmar était le pays de la peur, on sent que la peur se déchire, c'est très émouvant.»



ANNE SEYDOUX-CHRIST
Conseillère aux Etats (PDC/JU)

«L'éducation et la santé sont prioritaires. On sent que les villageois, qui passent leurs journées à travailler, sont prêts à faire des sacrifices dans ces deux domaines. Quand une femme a un problème lors d'un accouchement, elle risque d'y passer avec son enfant parce que le centre de soins le plus proche est éloigné et les routes mauvaises. Les jeunes femmes du pays m'ont donné beaucoup d'espoir, elles sont en train d'apprendre à devenir des leaders.»

Photos: Monika Flückiger